

## **Argentine, 1976 : généalogie de la répression. Une perspective historique de l'idée de Nation au sein de l'Armée et de l'Église**

*Loris Zanatta*

Dans la deuxième moitié des années 1970, l'Argentine a connu une époque de violations des droits de l'homme sans précédent dans l'histoire nationale et quasiment inédite au sein de la civilisation occidentale à laquelle ce pays se rattache historiquement. De toute évidence, le facteur religieux a eu une importance capitale dans le discours qui a légitimé le régime responsable de ces violations. Et ce n'est pas un hasard si cette époque a légué d'interminables polémiques sur le rôle joué par l'Église catholique par rapport au régime militaire et à la violation de ces droits. Par conséquent, la question qui se pose spontanément est de savoir s'il existe une relation quelconque entre la violation des droits de l'homme dans les années 1970 et l'histoire du catholicisme argentin.

L'analyse de l'histoire contemporaine du catholicisme en Argentine nous conduit à formuler d'emblée deux hypothèses. La première concerne le rôle très marqué joué par le catholicisme dans la formation de la culture politique du pays, dans l'acception la plus large du terme. En second lieu, il convient de remarquer que si l'on prend en compte le catholicisme dans la formation de cette culture politique, il est indispensable d'étudier plus particulièrement l'Église, en tant qu'institution qui, en principe, structure donne un sens et une expression sociale au catholicisme. Malgré les nombreuses critiques que cette dernière hypothèse soulève, étant notamment considérée comme réductrice, je souhaite défendre sa validité sur la base de quelques considérations empiriques : l'importance du catholicisme dans la formation de la culture politique nationale tout au long du XXe siècle est en étroite corrélation avec sa réélaboration, engagée par une institution ecclésiale tentant de s'ouvrir à la vie politique et sociale du pays. Enfin, un dernier motif, peut-être le plus important, nous incite à croire en cette seconde hypothèse : la culture politique des institutions qui ont été à l'origine du « processus de réorganisation nationale »<sup>1</sup>, c'est-à-dire les Forces Armées, était, dans une grande mesure, redevable de la diffu-

---

<sup>1</sup> Nom donné à la dictature militaire des années 1976-1983.

sion dans la vie politique et sociale de l'idéologie catholique prônée par l'Église en tant qu'institution.

Pour comprendre le sens de cette dernière hypothèse, quelques réflexions préalables s'avèrent nécessaires. L'Argentine moderne, celle de l'intégration vigoureuse à l'économie internationale et de l'immigration massive du second XIXe siècle, est née dans une phase de stricte hégémonie libérale. Sans entrer ici dans le débat sur la nature de ce libéralisme, il convient de souligner le manque de résonance sociale et publique du facteur religieux dans cette époque de formation et de consolidation de l'État-nation. Cela ne signifie pas que toute manifestation publique de dévotion religieuse ait disparu. Absolument pas. La dévotion, plus particulièrement dans les provinces de l'intérieur du pays, reste profondément enracinée. Soulignons simplement que le catholicisme n'a pas eu alors d'influence particulière sur la nouvelle organisation politique et sociale. Plus encore, la place marginale du catholicisme dans le processus d'institutionnalisation politique et de modernisation économique et sociale s'ajoute à sa faiblesse traditionnelle dans les provinces du Rio de la Plata. Celle-ci découle de la fragilité de cette frontière de l'évangélisation, lointaine et dépeuplée, pendant une grande partie de l'époque coloniale. Résultat de ce processus : l'exclusion notable du catholicisme comme idéologie sociale d'une part, et, d'autre part, de l'Église catholique comme facteur institutionnel du système politique fondé sous la bannière libérale. Qui plus est, cette exclusion, qui n'est pas propre à l'Argentine, est aggravée par la faiblesse institutionnelle du catholicisme dans la société civile, qui se traduit en premier lieu par une carence chronique du clergé.

En somme, le catholicisme argentin ne trouve pas sa place dans le système institutionnel issu du libéralisme, au moment précis où le pays se trouve confronté à une transformation qui va le bouleverser radicalement tout au long du XIXe siècle<sup>2</sup>. Outre le fait qu'il est exclu de l'État, sa fragilité au niveau de la société civile l'empêche de concurrencer efficacement l'ordre libéral. Parallèlement à une crise de

---

<sup>2</sup> Au sujet de la consolidation de « l'ordre conservateur » de l'Argentine, cf. parmi la production historiographique la plus récente, N. BOTANA, E. GALLO, *De la República posible a la república verdadera, (1880-1910)*, Buenos Aires, Biblioteca del Pensamiento Argentino, III, 1997, pp. 13-123. Il manque, cela dit, de bonnes synthèses de l'histoire politique du catholicisme argentin à l'époque de l'hégémonie libérale. À ce sujet, je renvoie au classique N.T. AUZA, *Católicos y liberales en la generación del Ochenta*, Buenos Aires, Ediciones Culturales Argentinas, 1975.

l'hégémonie libérale de plus en plus évidente, cette situation engendre, au début du XXe siècle, une stratégie catholique fondée sur un esprit revanchard. Le catholicisme réagit à son exclusion du système institutionnel et social en faisant de cette exclusion un pivot de sa propre identité. De cette attitude intransigeante, radicalement anti-libérale, il est important de relever ici deux aspects fondamentaux : l'invention de la tradition catholique de la nation et celle de la christianisation de l'État.

L'invention d'une tradition nationale catholique correspond à une tentative de redéfinition de l'identité nationale sur des bases confessionnelles, faisant appel à un passé mythique d'harmonie sociale, fruit supposé de liens sociaux traditionnels, naturels, propres à un ordre chrétien. Cela dit, il est certain que la défense d'une tradition nationale catholique, fondée sur les liens sociaux hiérarchiques et imprégnée par le catholicisme, comme réaction à la désagrégation sociale provoquée par la modernité, est une caractéristique universelle de la philosophie politique catholique qui a suivi la Révolution française<sup>3</sup>. Cependant, il faut aussi remarquer que le recours à ce passé mythique, de la part du catholicisme argentin, comporte une bonne part d'audace, puisque c'est précisément sa faiblesse au niveau de la société civile qui l'empêche de se poser concrètement en gardien de cette société harmonieuse, issue d'un ordre chrétien mythique qui aurait existé dans le passé. Par ailleurs, les structures sociales associées à ce mythe, c'est-à-dire la société organiciste et corporative du Moyen-Age chrétien, appartiennent à un passé que l'Argentine n'a pas vécu. En d'autres termes, faute de fondations institutionnelles solides et enracinées, le catholicisme argentin n'a pas les moyens d'incarner la société traditionnelle contre l'invasion de l'État modernisateur. Cela limite donc immentement sa capacité à se poser comme véhicule de démocratisation, comme expression culturelle ou politique d'une société civile autonome.

De cette donnée structurelle découle le second aspect de la reconquête spirituelle et politique engagée par le catholicisme argentin pendant la crise libérale. La faiblesse que nous venons d'analyser et

---

<sup>3</sup> Jean-Marie MAYEUR, « Catholicisme intransigeant, catholicisme social, démocratie chrétienne », *Annales ESC*, XXVII, 2, Paris, 1972, pp. 486 et suiv. ; M. BATTINI, *L'ordine della gerarchia. I contributi reazionari e progressisti alla crisi della democrazia in Francia, 1789-1914*, Milano, Bollati-Boringhieri, 1995, pp. 66-85.

l'exclusion du catholicisme de la structure institutionnelle de l'État libéral le poussent à privilégier une stratégie de conquête directe de l'État. En effet, sa faiblesse rend impossible une conquête de l'intérieur, et par conséquent, le convainc de prendre possession de ce même État, pour, de là, christianiser la société et la ramener aux racines mythiques de son passé réinventé. C'est donc à la reconquête de l'État plutôt qu'au renforcement du catholicisme dans la société civile, que sont vouées les organisations de masse du catholicisme nées pendant la crise libérale, au sein desquelles se distingue l'Action Catholique. Ces organisations, nées sous le strict contrôle de la hiérarchie ecclésiastique, contribuent de manière décisive à entraver la naissance d'un parti politique catholique et l'incorporation du catholicisme politique dans la structure institutionnelle de l'État libéral.

Sur le plan strictement politique, ce processus engendre une tentative de conquête de l'État par le biais de l'armée. Choix qui est loin d'être le fruit du hasard, et qui apparaît même naturel, compte tenu du fait qu'elle est la seule institution capable d'imposer par en haut un projet politique à la société, et de faire appel à la nation sur la base d'une tradition et d'institutions distinctes et préexistantes à celles de l'État libéral. La crise de l'hégémonie libérale et la christianisation de l'armée ont donc lieu parallèlement<sup>4</sup>. Sur le plan idéologique, ce processus se reflète dans le mythe de la Nation catholique, à partir duquel le catholicisme doit être compris comme la seule et véritable idéologie nationale, comme le facteur de réunification d'une société fragmentée, dont les liens sociaux anciens ont été détruits par les flux migratoires et la modernisation économique.

Ce mythe privilégie une conception autoritaire, parce que créatrice d'exclusion, de l'identité nationale. Véhiculée par le courant dominant du catholicisme et assumée par l'armée pendant sa christianisation, la « confessionnalisation » de l'identité nationale, qui consiste en la superposition des concepts de « catholique » et de « citoyen », induit une idéologisation extrême de l'idée de nation. En prétendant s'identifier et être identifié avec la nation, ce catholicisme finit par adopter une perspective de « totalitarisme catholique ». En effet, du fait de sa prétendue monopolisation de l'identité nationale, toute autre conception de celle-

---

<sup>4</sup> J'ai développé ces réflexions dans L. ZANATTA, *Del Estado liberal a la Nación católica. Iglesia y Ejército en los orígenes del peronismo. 1930-1943*, Universidad Nacional de Quilmes, 1996.

ci se trouve écartée<sup>5</sup>. Le « patriotisme » libéral, par exemple, apparaît dans cette perspective comme un non-sens, puisqu'en se plaçant en dehors de l'identité nationale catholique, il ne peut bénéficier d'aucune légitimité. Libéraux, socialistes ou communistes, athées ou agnostiques, juifs ou protestants : tous finissent par représenter un esprit censément « antinational », ou, pour reprendre les termes de ce langage anthropomorphique si souvent utilisé, « l'anti-nation ». Laquelle, bien entendu, correspond à « l'anti-peuple », puisqu'une « nation » n'est pas envisageable sans « peuple », et que le mythe d'une « nation catholique » ne peut se fonder que sur un autre mythe, celui du « peuple catholique ». Un peuple sans aucun doute catholique dans ses entrailles, bien qu'il semble parfois avoir perdu cette profonde capacité de « sentir », du fait de l'influence nocive exercée par les courants de pensée « étrangers », qui agissent comme des ennemis internes à la nation, ou plus précisément, à la nationalité. Autant d'éléments qui légitiment l'intervention contre les « infiltrations » de ces « philosophies exotiques », qui corrompent un peuple argentin supposé « sain », et la mise en œuvre de projets politiques dont la finalité est toujours la restauration de l'identité catholique de la nation.

Le processus politique et culturel que je viens de décrire sommairement va avoir des conséquences très importantes dans le développement politique du pays ; celles-ci sont essentielles pour comprendre l'origine idéologique des violations des droits de l'homme dans les années 1970. Dans un premier temps, c'est à partir de l'adhésion à cette idée mythique de l'identité nationale que l'armée mesure la légitimité des différents acteurs politiques et des courants de pensée. Ensuite, et en conséquence, l'adhésion aux principes de ce catholicisme « excluant » et la collaboration avec l'Église, gardienne de ce pouvoir légitimant, devient une condition à l'attribution de la légitimité par les forces armées de la nation. Dans un troisième temps, ce pouvoir de veto, cet exercice de tutelle politique pratiquée par l'armée et l'Église oscille entre une application négative et une application positive. Négative, par exemple, sous le gouvernement d'Illia, que les institutions tutélaires s'efforcent de conditionner et de faire en sorte qu'il ne

---

<sup>5</sup> L'histoire du « mythe national » dans le catholicisme argentin a de nombreux aspects en commun avec l'expérience du catholicisme politique italien et du catholicisme national espagnol. Cf. E. GENTILE, *Ascesa e declino del mito della nazione nel ventesimo secolo*, Milano, Mondadori, 1997 ; A. ALVAREZ BOLADO, *El experimento del nacional-catolicismo (1939-1975)*, Madrid, Edicusa, 1976.

contredise pas les bases idéologiques de la nation catholique. Positive, par exemple, lors du coup d'État du 4 juin 1943, ou lors la « révolution argentine » du général Onganía, dans le sens où en ces occasions les militaires, appuyés par le catholicisme officiel, tentent de projeter, par le biais d'une proposition concrète de gouvernement, leur doctrine nationale catholique sur la société civile, en imposant une homogénéité identitaire à une société pluraliste. En dernier lieu, l'adoption par les militaires du mythe de la nation catholique comme fondement de la légitimité politique pousse de nombreux acteurs politiques et sociaux, étrangers à l'univers catholique de par leur formation, à revendiquer leur improbable adhésion à l'identité catholique de la nation comme élément nécessaire de leur légitimation. Ce processus achève la transfiguration du catholicisme en idéologie nationale, dont la première et la plus évidente conséquence est la diffusion de ce catholicisme « décoratif » dont parlait Jacques Maritain, c'est-à-dire d'un catholicisme adopté par simple conformisme.

Mais ce ne sont là que les conséquences les plus visibles. D'autres facteurs liés à la culture politique que porte en lui le mythe de la nation catholique vont former le bouillon de culture de la répression et de la violation des droits de l'homme. En premier lieu, tous ceux qui, pour des raisons idéologiques ou religieuses, infiltrés étrangers, traîtres à la patrie, agents anarchistes, selon les formules couramment employées, n'entrent pas dans les strictes limites de la nation catholique se voient refuser la qualité de citoyen, ce qui ouvre la voie à leur déshumanisation. Cette déshumanisation de l'ennemi politique représente une étape idéologique nécessaire pour justifier son élimination physique et toutes sortes d'abus. En second lieu, ce mythe reflète une dangereuse superposition entre la sphère spirituelle et celle de la société temporelle, entre religion et politique, ou pour être encore plus précis, entre unité religieuse et unité politique de la nation. Si le religieux se projette intégralement sur le politique, et dans la mesure où le religieux ne tolère aucun pluralisme, puisque seul le catholicisme représente l'élément de cohésion de l'identité nationale, alors le pluralisme n'est pas davantage acceptable dans la sphère politique, sauf à être mesuré et surtout encadré. Dans cette perspective, le conflit politique apparaît aux yeux de ces tuteurs de la nationalité comme suspect en soi. En d'autres termes, la recherche à tout prix de l'unité nationale autour du principe « confessionnel » finit par transférer au niveau de la lutte politique l'esprit de croisade propre aux luttes de religion, en abîmant de façon irréparable les institutions politiques démocratiques et représentatives,

dont la fonction de canalisation pacifique des conflits finit par être totalement dénaturée.

Finalement, le dernier facteur lié au mythe idéologique de la nation catholique est représenté par l'élévation des militaires et de leurs institutions au grade de gardiens de l'orthodoxie doctrinaire. Le paradoxe, seulement apparent, qui s'est donné à voir durant une bonne partie du XXe siècle argentin, est constitué par l'échange pathologique des scènes et des rôles joués au fil du temps entre institutions religieuses et institutions militaires. En effet, il n'est guère surprenant qu'au moment où la défense de l'identité catholique de la nation passe pour une question de sécurité nationale contre un ennemi idéologique interne, et où les militaires passent pour les évangélistes d'une société malade de s'être éloignée de son identité originelle, l'armée se soit érigée en gardienne de l'orthodoxie catholique. Tandis que les militaires commencent à jouer le rôle de théologiens du catholicisme national, la christianisation de ces mêmes militaires voit s'affirmer en parallèle une militarisation d'importants secteurs de l'Église.

L'émergence de modèles différents et contrastés de catholicisme politique et social, le processus de changement institutionnel et doctrinaire que commence à vivre l'Église catholique dans les années 1950, qui débouche sur le Concile Vatican II et la légitimation de ces secteurs catholiques étrangers, ou confrontés à la conception exclusive de la nation catholique, contribuent fortement à élargir le fossé existant entre la nation catholique, comme mythe et idéologie d'une part, et la réalité sociale d'autre part. L'*aggiornamento* introduit par Jean XXIII, en ouvrant le dialogue de l'Église catholique avec le monde contemporain, et en prenant acte d'un pluralisme idéologique et culturel présent *de facto* dans les sociétés modernes, a rompu le moule idéologique de la nation catholique. Cela dit, le changement suscité par Jean XXIII, et légitimé dans la doctrine par le processus conciliaire, a laissé dans un piteux état ces forces qui, en Argentine, étaient demeurées associées au mythe de la nation catholique comme source de légitimation idéologique. Ces forces qui, dominantes au sein des cadres militaires et nettement majoritaires dans l'Église argentine, se sont trouvées soudain confrontées à un processus d'ouverture doctrinale auquel elles n'étaient pas préparées et qui menaçait de les priver d'un instrument de

cohésion politique, idéologique et institutionnel quasiment irremplaçable<sup>6</sup>.

Ce n'est pas un hasard si ces forces ont répugné à accepter les changements issus du Concile, puisqu'ils auraient contraint les militaires ainsi que les plus hauts membres de la hiérarchie ecclésiastique, à modifier leur rôle de forces tutélaires de la nation. De même, le catholicisme argentin aurait dû modifier sa propre nature, qui, d'idéologie nationale et élément-clé pour distinguer légitimité et exclusion politique, aurait dû se transformer en ferment de développement d'une conscience civique basée sur le dialogue pluraliste. Cependant, la résistance des idéologues de la nation catholique au changement introduit par le Concile n'a pu empêcher l'étouffement de la capacité de son idéologie à exercer une influence intellectuelle et politique. À partir de la deuxième moitié des années 1960, l'idée que le catholicisme puisse être à la fois un facteur déterminant de l'identité nationale – produisant par là même de l'exclusion – et un instrument doctrinal capable d'orienter la politique de l'État a commencé à être sérieusement remise en question. La grande nouveauté fut que cette contestation fut dès lors revendiquée au nom même de ce catholicisme, alors que c'est sur la défense de son orthodoxie que les militaires fondaient dans le même temps leur doctrine de sécurité nationale. Cette nouveauté a profondément bouleversé les bases du mythe de la nation catholique. Le recours à l'enseignement de l'Église est devenu de plus en plus problématique et l'armée a dû s'appuyer sur la légitimation que lui apportait une partie des catholiques, majoritaire mais pas écrasante, rétive à adopter la posture conciliaire de l'Église.

Ces circonstances, associées à la profonde transformation de la société argentine à partir des années d'après-guerre, ont rendu plus difficile l'imposition, par l'armée, d'un projet de restauration catholique à une société de plus en plus sécularisée et pluraliste. À l'intérieur même de l'armée, il devenait difficile d'obtenir un consensus sur la signification concrète, en termes de politiques gouvernementales, de l'objectif abstrait de réaffirmation de la catholicité de la nation et de restauration

---

<sup>6</sup> Au sujet de la crise profonde qu'a traversé le catholicisme argentin dans les années 1960, cf. J. M. GHIO, *Catholic church and politics in Argentina (1880-1989)*, thèse de PhD, Columbia University, 1995, chapitres VII-VIII ; au sujet des conséquences sur la vie de l'Église argentine du Concile Vatican II, cf. L. ZANATTA, *Il « mal di Concilio » della Chiesa argentina, Radiografia di un Episcopato al Vaticano II*, conférence présentée lors du Congrès International « Il Vaticano II : l'evento, l'esperienza e i documenti finali », Bologna, 12-15 décembre 1996.

des bases d'une société régie par les valeurs catholiques. C'est pourquoi la réaffirmation de la nation catholique a dû d'abord se fonder sur une dose croissante d'autoritarisme et de répression. Par ailleurs, de ce mythe qui avait imprégné la transition de la politique élitiste de l'époque libérale à la politique de masses moderne, il ne restait, entre les années 1960 et 1970, qu'un squelette privé de référence univoque et concrète à un modèle de chrétienté. Le mythe de la « nation catholique » n'était plus alors que pure idéologie.

Ces réflexions nous conduisent à l'analyse de l'utilisation et de la fonction spécifique du mythe légitimant la nation catholique lors du coup d'État du 24 mars 1976. Au départ, sa répétition obsessionnelle de la part des nouvelles autorités nationales reflète leur besoin de recourir à une légitimation traditionnelle. Parallèlement, cette répétition même reflète l'extraordinaire inertie d'un mythe dont le contenu pratique est extrêmement contradictoire, puisqu'il existe diverses versions de la « nation catholique » sur l'ample marché des idéologies, y compris parmi les militaires. En revanche, ce mythe, une fois de plus, sert parfaitement d'instrument idéologique pour marquer, de manière négative, les limites étroites de la légitimité politique dans cette société que l'on prétend couler à tout prix dans un moule spirituel commun.

Dans les nombreuses analyses qui tentent de comprendre comment l'on a pu parvenir à une violation si étendue et si brutale des droits de l'homme les plus élémentaires dans l'Argentine du « Processus », on a rarement mis en relief le fondement religieux du discours tenu par le régime militaire. Et cela, même s'il apparaît, rétrospectivement, que cette récurrence d'une légitimation fondée sur des catégories explicitement catholiques constitue précisément l'unique élément de cohésion idéologique entre les différentes tendances qui s'exprimaient dans les casernes. Un tel manque d'intérêt ne surprend pas. En effet, la survivance de cette idéologie nationale catholique, fruit de l'inertie d'un processus entamé depuis des décennies et réitéré de façon chronique, apparaissait à la plupart comme un appareil de formules rhétoriques vides. Cependant, comme je viens d'essayer de le démontrer à travers cette enquête sur l'idée de nation catholique dans l'histoire argentine contemporaine, cette idéologie, loin d'être une invention *ad hoc*, représentait le noyau dur, bien que vulgarisé, d'une idéologie qui se trouve à la racine même de l'autoritarisme militaire.

De nombreux exemples avalisent cette thèse dans les propositions et les objectifs formulés par les nouvelles autorités qui assument le pouvoir, parmi lesquels la « préservation des valeurs de la morale chrétienne, de la tradition nationale et de la dignité d'être argentin »<sup>7</sup>. Par ailleurs, nombre de documents officiels ou de déclarations prononcées par divers chefs militaires soulignent l'entière consubstantialité entre cet « être national » mythique qui doit être restauré à travers le processus de réorganisation nationale et le fondement catholique de la nationalité. C'est là « l'authentique esprit national » auquel se réfèrent de manière récurrente les autorités nationales à tous les niveaux. C'est à cela que se réfère le ministre de l'Éducation quand il déclare que son idée directrice est de « réintégrer l'école argentine dans le sentiment national »<sup>8</sup>. La décision ferme de « revenir, des situations étrangères, au véritable être national profondément chrétien et catholique » justifie la tentative d'introduire, selon une vieille tradition militaire inaugurée en 1943, l'enseignement religieux par décret dans les écoles de Santiago del Estero<sup>9</sup>.

C'est à la même source spirituelle et idéologique que s'abreuve le président de l'époque, Videla, en affirmant qu'il va jeter les fondements du « respect des droits de l'homme », non seulement dans les lois et les traités internationaux mais aussi dans la « conviction profonde et chrétienne de la dignité prééminente de l'homme comme valeur fondamentale »<sup>10</sup>. Par ailleurs, ce qui vaut pour le gouvernement vaut à plus forte raison pour l'armée qui, comme s'empresse de le rappeler de nombreux officiers et aumôniers, est « chrétienne et humaniste », gardienne du « patrimoine spirituel traditionnel synthétisé en Dieu, Patrie et Foyer », formé par les « soldats de l'Évangile »<sup>11</sup>. Pour le dire avec les mots du général Bussi, dont l'écho retentit chez d'autres officiers supé-

<sup>7</sup> « Propósitos y objetivos básicos », *La Opinión*, 25 mars 1976.

<sup>8</sup> Le ministre Bruera a dit qu'il imposerait des plans concrets, *La Opinión*, 31 mars 1976. Lié à l'Université Catholique Argentine, le ministre de l'Éducation Bruera a été choisi par la Marine parmi d'autres personnes proposées par la Conférence Episcopale de Monseigneur Devoto, cf. Archivo Diocesano de Goya, Fondo Mons. Devoto – par la suite ADG –, *Asamblea Plenaria de la CEA, 10-15 de mayo de 1976*, p. 31.

<sup>9</sup> A.I.C.A., 19 août 1976.

<sup>10</sup> « Videla expuso el programa de gobierno », *La Opinión*, 31 mars 1976.

<sup>11</sup> Déclarations reprises, respectivement, du Colonel Sasiain, du communiqué de presse émis par le 14<sup>ème</sup> Régiment d'Infanterie aéroportée de Córdoba lorsqu'il a brûlé la littérature « subversive », et du vicaire militaire, Monseigneur Bonamin, *La Opinión*, 11 et 30 avril, 11 mai 1976.

rieurs, la subversion qui s'attaque à la Patrie s'attaque aussi à Dieu, au point que les subversifs ne sont « même plus des Argentins »<sup>12</sup>. Les fondements idéologiques du gouvernement étant définis en ces termes, la lutte contre la subversion va prendre une dimension particulière : il ne s'agit plus seulement d'appliquer à l'Argentine la recette classique de la guerre froide, c'est-à-dire la lutte contre le communisme mais, comme le déclare le président Videla, de combattre tout ce qui peut représenter la « subversion des valeurs essentielles de l'être national »<sup>13</sup>.

Ce n'est pas un hasard si cette revendication idéologique est vécue de manière dramatique par certains secteurs de l'Église catholique argentine, et plus précisément par ceux qui s'étaient affrontés, à partir de la réflexion conciliaire, autour de la conception du catholicisme élevé au rang « d'idéologie nationale ». À ce sujet, la documentation que j'ai eu l'occasion de consulter ne laisse aucun doute sur la nature du drame qu'a subi alors ce secteur du catholicisme argentin. C'est ainsi, par exemple, que durant la première assemblée plénière de l'Épiscopat à la suite du coup d'État de mars 1976, les voix d'évêques pleinement conscients des contradictions auxquelles est confrontée l'Église ne manquent pas de se faire entendre. Contradictions qu'expriment même publiquement divers prélats et, de manière particulièrement efficace, l'un des plus lucides d'entre eux, monseigneur Zazpe, qui voit dans toute sa profondeur le drame que vivent le catholicisme et l'Église d'Argentine, contraints par leur histoire à devenir *instrumentum regni*, pouvoir séculaire avant même d'être un pouvoir spirituel. Voici les paroles qu'il prononce en juillet 1976 :

« Pendant des siècles, et, en Argentine, depuis sa naissance comme Nation, l'Évangile a souvent servi d'arsenal pour fournir les armes qui justifieraient les attitudes appropriées et condamneraient l'adversaire du moment. L'instrumentalisation de l'Évangile continuera à être une menace et un risque tant qu'on voudra apporter sa caution aux positions partisans officielles ou à celles de l'opposition. La parole de Dieu n'est alors plus destinée au salut mais à la condamnation »<sup>14</sup>.

Ces dangers et contradictions sur lesquels monseigneur Zazpe met l'accent sont le fruit de l'inertie d'une longue histoire et de l'incapacité d'un important secteur du catholicisme argentin à abandonner le moule

---

<sup>12</sup> « Bussi exhortó a los jóvenes a amar a Dios », *La Opinión*, 13 juin 1976.

<sup>13</sup> *La Nación*, 25 mai 1976.

<sup>14</sup> « Msg. Zazpe condena la explotación del Evangelio », *La Opinión*, 7 juillet 1976.

de la nation catholique. Concrètement, ce que cette minorité d'évêques dénonce dès la première assemblée épiscopale qui suit l'intervention militaire n'est rien d'autre que la possibilité, pour les autorités militaires, de « se servir » d'autres évêques<sup>15</sup>. C'est-à-dire de légitimer leur action sur la base de ce qu'expriment de nombreux prélats importants, lesquels ne font que répéter, avec leur traditionnelle agressivité, les stéréotypes de la nation catholique, suivant un discours qui s'est stratifié avec le temps et ne diffère en rien des concepts d'auto-légitimation exprimés par les militaires au pouvoir. Stéréotypes qui trouvent, bien sûr, dans la montée de la violence, dans la radicalisation idéologique et dans la polarisation politique de l'Argentine un extraordinaire bouillon de culture. À ce sujet, on pourrait multiplier les exemples. En témoigne l'archevêque de San Juan, qui utilise fréquemment les stéréotypes du national-catholicisme, en condamnant ceux qui prétendent « imposer une pensée » totalement étrangère à la « nationalité » argentine, c'est-à-dire à son identité traditionnelle. Cette identité, qu'il faut défendre à tout prix cette « invasion » des idées étrangères, est rapidement définie : « Nous sommes nés chrétiens et nous voulons continuer à l'être » puisque « ce n'est que sous la croix et sous notre drapeau », c'est-à-dire sous l'inébranlable union de Dieu et de la patrie, que les Argentins jouiront d'une véritable liberté<sup>16</sup>. Pour le recteur de l'Université Catholique Argentine, la lutte s'engage pour « la reconquête de notre physionomie, remodelée par les valeurs les plus pures de notre sainte foi catholique ; qui l'ont engendrée » et contre « ceux qui cherchent à détruire notre physionomie spirituelle chrétienne, notre être national »<sup>17</sup>. La « restauration de l'être national », ajoute pour sa part l'archevêque de Parana, est l'objectif vers lequel tend cette « grande renaissance de la nation » inaugurée par l'intervention militaire. Pour cela, il invite les Argentins à travailler « coude à coude avec Notre Seigneur »<sup>18</sup>. Même l'appel, très fréquent, à la conversion, signifie pour de nombreux évêques un appel à se convertir en « restaurateurs sans équivoque de notre être national »<sup>19</sup>. D'autres préfèrent les métaphores, tel monseigneur Laise, qui, évoquant Saint Louis, loue ses talents de grand gouvernant,

<sup>15</sup> Cf. les notes de Monseigneur Devoto, in ADG, *Asamblea Plenaria de la CEA, 10-15 mai 1976*, pp. 28-29.

<sup>16</sup> « Una misa por el cese de la violencia », *La Opinión*, 22 juillet 1976.

<sup>17</sup> « El marxismo busca destruir la nación », *A.I.C.A.*, 8 avril 1976.

<sup>18</sup> « Ha comenzado la hora de los sacrificios », *A.I.C.A.*, 8 avril 1976.

<sup>19</sup> Cf. par exemple Monseigneur Sansierra, « Se abre una nueva instancia », *A.I.C.A.*, 8 avril 1976.

et ceux-là même qui « ont brandi leurs épées... pour expulser les ennemis de la civilisation », une civilisation censément « chrétienne »<sup>20</sup>. Les schémas les plus manichéens et apocalyptiques sont repris avec insistance, par exemple par le vicaire militaire monseigneur Bonamin, pour qui les ennemis de la Nation sont par conséquent les représentants du démon<sup>21</sup>. Il n'est pas surprenant que pour nombre d'entre eux, et parmi ceux-ci l'aumônier principal de la police, la guerre contre la subversion et la défense de ce qu'on appelle l'être national corresponde à une guerre de religion, à une croisade, à une « lutte sacrée et totale »<sup>22</sup>. Par ailleurs, monseigneur Tortolo ne cache pas la « similitude notoire » qu'il est aisé d'observer entre sa lettre pastorale d'août 1975 et le message pascal prononcé l'année suivante par le général Videla, dans lequel il est fait une fois de plus référence aux « plus pures traditions » du « peuple » argentin, et où il est fait allusion à la fête de Pâques comme l'occasion d'une « rénovation rédemptrice atteinte par le sacrifice »<sup>23</sup>.

On pourrait multiplier les exemples à l'infini. Mais le plus remarquable semble être celui du nonce apostolique, qui dans les premiers mois qui ont suivi la prise de pouvoir par les militaires, n'hésite pas à se faire le porte-parole des plus purs stéréotypes du national-catholicisme. Lors de la visite désormais célèbre et controversée sur les lieux du conflit, à Tucumán, en juillet 1976, il prône la thèse de la transfiguration idéologique à partir de l'idée que le conflit que traverse l'Argentine est une guerre entre catégories de l'esprit, une guerre contre « l'être national » argentin. C'est à cette occasion que monseigneur Laghi défend l'argument classique d'une « idéologie traditionnelle » argentine, articulée autour du catholicisme et qui se trouve défiée par une idéologie « étrangère » à sa nationalité. Ce sont là des cas, ajoute-t-il, où l'on peut dire, en accord avec saint Thomas, « que l'amour de la Patrie est équivalent à l'amour de Dieu »<sup>24</sup>. Il fait ainsi coïncider une fois de plus la défense de la nation avec celle du catholicisme, et reconnaît par conséquent un certain fondement sacré à la lutte conduite par les militaires. Même le thème de l'union entre le peuple et les Forces Armées,

---

<sup>20</sup> « M. Laise : el pueblo quiere claridad de ideas », *A.I.C.A.*, 9 septembre 1976.

<sup>21</sup> « M. Bonamin : la muerte no es obra de Dios », *A.I.C.A.*, 1 juillet 1976.

<sup>22</sup> « Sólo con las armas no se llegará a la victoria final », *A.I.C.A.*, 1 juillet 1976.

<sup>23</sup> Cf. le message de Videla en la *Nación*, 18 avril 1976 ; le commentaire de Monseigneur Tortolo, « Declaraciones de Mons. Tortolo sobre el cambio de gobierno », *A.I.C.A.*, 22 avril 1976.

<sup>24</sup> « El Nuncio hablo a los soldados en Tucumán », *A.I.C.A.*, 15 juillet 1976.

une union-clé dans le mythe de la « Nation catholique », n'échappe pas à monseigneur Laghi qui l'a justement ressuscité en bénissant les armes des soldats. Il n'est donc guère surprenant que le Nonce envisage et tolère, selon ses propres mots, « qu'il faille respecter le droit autant qu'il se pourra ».

Enfin, ces témoignages illustrent la nature, la profondeur et la diffusion institutionnelle, tant au sein de l'armée que dans l'Église, d'une confession religieuse élevée au rang d'identité génératrice d'exclusion. Cette situation, reflet de la longue histoire que nous venons de retracer, provoque une profonde division au sein même de l'Église, et par conséquent empêche ou paralyse, depuis le début, sa capacité à diriger une action collective décisive pour la défense des droits de l'homme. Ce n'est pas un hasard si, encore récemment, se défendant contre la pluie de critiques dont il a fait l'objet pour ses activités lors de sa nonciature en Argentine, le cardinal Pio Laghi n'a pu faire autrement que d'imputer la responsabilité de la faible réaction de l'Église à la violation des droits de l'homme au manque de volonté de l'Église argentine. Pour être encore plus clair : au journal italien *Il Regno* qui lui demandait pour quelle raison on n'avait pas créé en Argentine un vicariat de la solidarité sur le modèle chilien, le cardinal n'a pu que répliquer qu'on ne lui avait pas permis de le faire<sup>25</sup>. C'est dire qu'il n'existait pas dans l'épiscopat argentin, dont une partie cultivait cette idéologie national-catholique qui l'unissait de manière organique à l'armée, les conditions minimales pour garantir la cohésion institutionnelle de l'Église au cas où un vicariat de la solidarité se serait créé. *A fortiori* si l'on considère la véritable croisade idéologique et doctrinale que le gouvernement, ainsi que les secteurs majoritaires de l'épiscopat, étaient prêts à engager contre les ecclésiastiques qui auraient adopté des positions politiques et doctrinales « suspectes ».

Tel a été le cas pendant la véritable chasse aux sorcières qui a accompagné le débat sur la Bible latino-américaine à partir de 1976 et dont l'adoption, soit dit en passant, avait déjà été décrétée, par l'épiscopat chilien par exemple. Un texte qui, à partir d'une offensive menée par le gouvernement et les secteurs qui lui étaient le plus proches dans l'Église, a été soumis à une attaque fondée sur le déploiement des stéréotypes du national-catholicisme les plus affirmés, sur la

---

<sup>25</sup> Cf. « Vicenda ingiusta e amara », interview au cardinal Pio Laghi au sujet des accusations de complicité dans la répression de la dictature militaire, *Il Regno*, 15 juillet 1977, pp. 385-390.

base desquels ceux qui soutenaient cette Bible étaient tout simplement considérés comme les alliés, plus ou moins conscients, des ennemis de cette mythique patrie catholique. Il suffit de voir par exemple les arguments de l'archevêque de San Juan, pour qui cette Bible répondait au « plan établi par le communisme international dont la doctrine était étrangère » et dont la « tactique » était de réunir les peuples latino-américains « sous le signe de la croix ». Par conséquent, ceux qui approuvaient ce texte manifestaient selon lui le désir de devenir « apatrides, athées, pervers et sanguinaires »<sup>26</sup>. Quand cette question a été débattue au sein de l'Épiscopat, il s'est trouvé d'un côté des évêques pour dénoncer le fait que des membres du gouvernement se soient arrogé la fonction de repérer les Bibles et les livres religieux « tendancieux », et pour considérer le texte de la Bible latino-américaine comme acceptable, bien que susceptible d'être réformé. De l'autre côté, des évêques ont contre-attaqué en affirmant que le problème résidait dans l'infiltration des milieux religieux par des doctrines marxistes. Cette division est apparue dans un vote concernant l'adoption de la Bible latino-américaine et dont le résultat a renvoyé l'image d'un épiscopat divisé en deux : 32 votes pour déconseiller au clergé et aux fidèles l'utilisation de cette Bible contre 31, et 2 votes blancs. C'est dire si c'est bien une petite majorité qui se taisait, comme l'avait affirmé monseigneur Sansierra, soupçonnée de collaborer avec les « apatrides, athées, etc. »<sup>27</sup>.

Une fois de plus, reflet du lien idéologique qui unit le catholicisme à la définition autoritaire de l'identité nationale, et du lien institutionnel et politique que ce processus détermine entre l'armée et l'Église catholique, celle-ci se trouve dans l'impossibilité pratique d'adopter des positions autonomes de condamnation de la violation des droits de l'homme mise en œuvre par un gouvernement militaire légitimé dans l'idéologie traditionnelle national-catholique, et plus encore de condamnation de sa justification idéologique. Le problème du manque d'autonomie de l'Église découle – comme toujours à la faveur de gouvernements militaires tout au long du XXe siècle – du fait que le catholicisme est la doctrine officielle de ceux qui exercent le pouvoir.

---

<sup>26</sup> « Severa denuncia acerca de una edición de la Biblia », *A.I.C.A.*, 23 septembre 1976.

<sup>27</sup> Au sujet du débat sur la Bible latino-américaine, cf. ADG, *Notas a Asamblea Plenaria de la CEA, 25-30 de octubre de 1976*, pp. 70-74 et 79.

Ce dilemme, cette « loi historique » se reflètent de fait dans la position adoptée par le Nonce et le Saint Siège, confrontés à l'impossibilité d'harmoniser les différentes positions de l'Église. Face à la logique ami-ennemi sur laquelle se fonde la doctrine national-catholique, une logique qui tend de plus en plus à s'appliquer à l'intérieur même du catholicisme, le Nonce et le Saint Siège s'occupent essentiellement de préserver l'unité de l'Église argentine, dont le danger d'implosion est très élevé, précisément en raison de la logique identitaire inscrite dans la doctrine de la nation catholique<sup>28</sup>.

Il n'est pas surprenant, sur la base des faits signalés, qu'au cours de la deuxième assemblée épiscopale qui suit le coup d'État de mars 1976, une partie des évêques pousse un cri d'alarme face à l'attitude du gouvernement militaire qui, en se légitimant au sujet de l'idéologie national-catholique, s'érige en exégète et seul interprète orthodoxe de l'enseignement ecclésiastique et évalue l'Église sur la base de critères militaires. Il est encore moins surprenant que la polémique s'achève en se focalisant sur une institution qui a traditionnellement développé un rôle stratégique dans la profession de foi de l'armée et la militarisation du catholicisme : le vicariat militaire<sup>29</sup>. Peu de temps après l'intervention militaire, monseigneur Angelelli signale avec inquiétude à l'assemblée de l'Episcopat, en mai 1976, la « concurrence » que son ministère subit du fait de l'activité parallèle du vicariat militaire. Cette attitude est en réalité très courageuse si l'on considère que dans cette assemblée même, le président de l'Episcopat est lui même un évêque militaire.

Cela dit, que cette « concurrence » existe n'est en rien une nouveauté. On pourrait même dire qu'elle fait partie de l'attitude adoptée par le clergé militaire durant des décennies, une attitude d'Église militaire, par laquelle le bastion doctrinaire du national-catholicisme a été fondé et s'est renforcé, et où un réseau très vaste d'officiels dévoués, de prêtres-professeurs d'instituts militaires, de conférenciers célébrant le mythe de la croix et de l'épée, de chapelains diffusant l'histoire militaire cultive intensément la croyance en un « être national » mythique,

<sup>28</sup> À ce sujet, cf. L. ZANATTA, « Chiesa e militari in Argentina. La Santa Sede di fronte al colpo di Stato del 24 marzo 1976. Interpretazione storia sulla base di alcuni documenti inediti », conférence présentée lors de la *II<sup>da</sup> Conferencia Geral de Historia da Igreja na America Latina e no Caribe*, São Paulo, 25-28 juillet 1995.

<sup>29</sup> Ces circonstances et celles qui suivent, liées avec le débat à l'Assemblée épiscopale sont détaillées dans ADG, *Asamblea Plenaria de la CEA, 10-15 de mayo de 1976*, op. cit.

rattaché à une orthodoxie catholique dont ils sont les gardiens intransigeants. La discussion qui s'ouvre sur l'activité du clergé militaire lors de l'assemblée épiscopale d'octobre 1976 apparaît en revanche plus novatrice, et reflète fidèlement les circonstances dramatiques vécues par le catholicisme argentin. À cette occasion en effet, des voix s'élèvent, qui se réfèrent explicitement à leur image d'Église parallèle. Un parallélisme qui, malheureusement, s'étend aussi à la doctrine. Et cela constitue un élément-clé dans la mesure où l'existence d'un catholicisme parallèle, tout comme d'une doctrine catholique parallèle, représentent les bases mêmes qui permettent aux chefs militaires de trouver un soutien, voire d'exercer un contrôle théologiques, comme le démontre un débat mené lors de l'assemblée épiscopale de novembre 1978, où quelques évêques dénoncent l'interférence croissante des militaires dans les juridictions ecclésiastiques<sup>30</sup>. Cela révèle le fait que le gouvernement militaire, en interprétant le rôle de tuteur de la nation catholique face à ses ennemis, n'a eu aucun scrupule à se substituer à l'Église en intervenant dans l'orientation de la catéchèse et de l'éducation religieuse, dans les moyens de communication, dans l'interprétation de la doctrine sociale de l'Église et dans de nombreux autres domaines de l'activité ecclésiastique.

La décision de l'Église d'engager une stratégie ayant pour but d'imposer le respect des droits de l'homme va se révéler aussi inefficace que le dialogue privé, inter-institutionnel, dont le symbole a été la création, au début de l'année 1977, d'une « commission de liaison » formée par les représentants du gouvernement et de l'Episcopat. Sans aucun doute, cette décision est motivée non seulement par le souci qu'un conflit ouvert ait révélé la fracture de l'Église, mais aussi par le maintien naturel d'un lien organique entre l'Église et l'armée, façonné par l'histoire, et suggérant de reprendre en famille le chemin du dialogue. Ce n'est pas un hasard si le gouvernement prend un chemin identique : au début de l'année 1977, il propose à l'Episcopat d'envoyer trois officiers auprès des évêques réunis pour leur expliquer l'action du gouvernement et répondre aux inquiétudes que l'Église a manifestées. Et c'est aussi pour cela qu'une majorité de l'Episcopat vote en faveur de cette forme de dialogue et se montre prête à écouter, à huis clos bien entendu, les explications apportées par les trois émissaires du

---

<sup>30</sup> ADG, *Asamblea Plenaria de la CEA, 13-18 de noviembre de 1978*, pp. 28-29.

gouvernement<sup>31</sup>. Cela dit, le plus intéressant des arguments utilisés par les trois officiers à cette occasion est celui de l'effet pervers de la communion doctrinale et institutionnelle créée pendant des décennies par l'Église et l'armée autour du mythe de la nation catholique. En effet, le plus remarquable, au-delà de l'épisode des trois militaires parlant à une assemblée d'évêques, est l'insistance mise sur le danger représenté par la stratégie de la subversion dont l'objectif est, selon le gouvernement, de politiser l'Église en l'insérant dans la lutte en faveur des droits de l'homme. Un discours, comme on le voit, ambigu et même trompeur. D'un côté, il pourrait même sembler menaçant puisqu'il met implicitement en garde l'Église – ou plutôt certains secteurs de celle-ci – contre une action trop active en faveur des droits de l'homme, qui serait interprétée par le gouvernement comme une alliance de fait avec les ennemis de « l'être national ». De l'autre, il est encore plus évident que le gouvernement interprète le rôle de défenseur de l'Église face aux déviations doctrinaires pouvant avoir lieu en son sein. Evident, mais pas surprenant : en fondant sa légitimité sur la défense de cet « être national » défini à partir du catholicisme, l'armée ne peut voir les conflits internes du monde catholique, ses fractures et recompositions, que comme des conflits et des fractures menaçant l'essence même de la nationalité, et, par conséquent, la légitimité de son pouvoir.

Conscients de la grande responsabilité que cette situation engendre pour l'Église, quelques évêques font alors remarquer que l'Église, face à la profession de foi répétée de la part du gouvernement, doit adopter une position claire et bien définie, et plus encore, exiger du gouvernement une action en accord avec les principes chrétiens proclamés. Cependant, il s'agit là d'une minorité d'évêques qui touchent un point sensible, celui de la légitimation du gouvernement militaire dans l'idéologie national-catholique, en même temps que cela illustre l'énorme importance que la position de l'Église peut avoir dans la légitimation du gouvernement.

De fait, la situation ne change pas vraiment au fil des mois, malgré la tournure toujours plus grave que prend la question des disparus. Les problèmes traversés par l'institution ecclésiastique restent les mêmes : division interne, stratégie du dialogue confidentiel avec les autorités, priorité de la défense des valeurs nationales. Dans le débat sur les dis-

---

<sup>31</sup> Ce fait se trouve rapporté dans ADG, *Asamblea Plenaria de la CEA, 2-7 de mayo de 1977*, pp. 149-150, 156-157.

parus, activé par l'assemblée de l'Episcopat en avril 1978, ces problèmes resurgissent de manière dramatique<sup>32</sup>. En ce qui concerne la division interne, d'énormes différences se manifestent à nouveau entre ceux qui veulent que l'Episcopat adopte une position ferme, et les évêques – comme l'évêque militaire – qui se font les porte-parole des justifications militaires au sujet de la répression. Par rapport à la stratégie à suivre avec le gouvernement, si une majorité d'évêques (34) votent en faveur de la publication d'un communiqué de presse exigeant d'éclairer la question des disparus, 29 autres évêques votent contre. Enfin, au sujet du texte de ce communiqué, une nette majorité d'évêques est d'accord sur la nécessité d'y détailler aussi les méthodes de la subversion en dénonçant la violation des droits de l'homme<sup>33</sup>. Face à cette situation, il apparaît tout à fait légitime qu'à la fin de 1978, monseigneur Devoto regrette la « faiblesse d'expression » de l'Église, faiblesse qui semble à même d'affecter l'effort de crédibilité du corps ecclésiastique, et il espère « qu'on ne puisse un jour nous accuser de ne pas avoir été clairs et fermes »<sup>34</sup>. D'autres remarques émises par le même monseigneur Devoto sont encore plus révélatrices. En effet, en faisant remarquer que la participation de l'Église dans les actes officiels suggère une certaine complicité avec ce qui se passe dans le pays, l'évêque de Goya ajoute une phrase qui, d'une certaine manière, illustre la limitation que la culture de la « nation catholique » impose à la capacité de l'Église d'agir de manière autonome : « il nous manque – écrit monseigneur Devoto – suffisamment de liberté d'esprit pour parler avec clarté ». De nombreux événements vont confirmer les craintes de monseigneur Devoto : ainsi, le refus, de cette même assemblée épiscopale tenue fin 1978, d'intégrer l'Église catholique au Mouvement œcuménique des Droits de l'homme<sup>35</sup>. Refus d'autant plus significatif si l'on considère que c'est précisément une initiative œcuménique qui a constitué le premier pas vers la création du vicariat de la solidarité au Chili<sup>36</sup>.

---

<sup>32</sup> ADG, *Asamblea Plenaria de la CEA, 24-29 de abril 1978*, pp. 146-147.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 147. Il y a eu également des votes blancs.

<sup>34</sup> Cf. les remarques de Monseigneur Devoto dans ADG, *Asamblea Plenaria de la CEA, 13-18 de noviembre de 1978*, p. 20.

<sup>35</sup> *Ibidem*, p. 24.

<sup>36</sup> Au sujet du vicariat de la solidarité au Chili et du rôle des autorités ecclésiastiques dans cette création, cf. P. LOWDEN, *Moral Opposition to Authoritarian Rule in Chile, 1973-1990*, Mac Millan, London, 1996.

Voyons enfin la question épineuse de la participation de l'Église dans les actes officiels de l'État et la complicité avec les autorités qu'elle implique ; question particulièrement révélatrice puisque c'est précisément en reflétant la consolidation du mythe de la « nation catholique » que tous les actes publics et officiels ont pris une tournure religieuse. En effet, la liturgie catholique et celle de l'État se superposent régulièrement, lors de chaque bénédiction d'école ou de drapeau, *Te deum* ou messes de campagne, etc. Dans une certaine mesure, toutes ces cérémonies reflètent effectivement la complicité à laquelle fait allusion monseigneur Devoto, et elles le font précisément en prétendant réaffirmer symboliquement le caractère confessionnel de l'État, fondé sur l'essence catholique de la nationalité. On retrouve cette situation lors de la commémoration religieuse du bicentenaire de la naissance du général San Martín, réalisée par monseigneur Collino dans la chapelle de l'ambassade d'Argentine en France<sup>37</sup>. Une célébration, soit dit en passant, qui a lieu dans le courant du mois où le malaise du gouvernement français, consécutif au manque d'informations concernant la disparition de deux religieuses françaises, est rendu public. Cela dit, cette célébration qui, du point de vue majoritaire dans l'Église argentine, réaffirme la catholicité de cet « être national » dont la restauration permet la légitimation des militaires au pouvoir, produit une impression très mitigée au sein des autorités ecclésiastiques françaises. Celles-ci, par le biais d'une intervention du cardinal Marty, manifestent expressément leur inquiétude qu'une telle cérémonie puisse être utilisée à des fins de légitimation politique. Ce qui n'empêche pas le représentant ecclésiastique argentin de défier les ecclésiastiques français et d'exécuter, en tant que bon « ambassadeur » de la nationalité argentine, la cérémonie tant controversée.

*Traduction : Carole Saturno*

---

<sup>37</sup> À ce sujet, cf. Archivo de la Embajada de Argentina ante la Santa Sede, *Memoria año 1978*, 30 mars 1979.